2020 : Que mangerons-nous ? Enjeux pour les filières agricoles et agroalimentaires de Normandie

3 février 2009

L'objectif de l'étude était d'analyser les évolutions des modes de consommation afin d'en mesurer l'impact sur les débouchés de l'agriculture régionale. Quatre scénarios à l'horizon 2020 ont été imaginés, qui peuvent être classés selon le niveau de croissance économique d'une part, et selon le degré d'inégalités d'autre part.

Le scénario « tendanciel » est central : il maintient le mode actuel de distribution des revenus et il est gouverné par une croissance molle de + 1,5 % par habitant par an. Les Européens prennent de plus en plus de repas à l'extérieur, ils consacrent de moins en moins de leur revenu à l'alimentation à domicile. Sous forme de plus en plus transformée ils consomment davantage de légumes, de fruits, de fromages mais moins de beurre et de boissons alcoolisées.

Dans le scénario **« transition vers les Etats-Unis »**, la croissance globale est plus vive, mais les écarts se sont creusés entre catégories de population ; les classes aisées se tournent davantage vers la restauration commerciale, les plats préparés, les produits de la mer et les fruits et légumes ; les groupes aux revenus plus modestes consomment plus de produits peu coûteux comme le sucre, l'huile végétale et les volailles. La hausse des calories consommées (huile végétale, sucre et boissons sucrées) n'est combattue par aucune politique nutritionnelle.

Dans le **scénario de « crise »**, la croissance est faible et les inégalités de consommation sont amplifiées. C'est le « prêt à manger » qui se développe, plutôt que la restauration hors foyer. Les groupes modestes consomment des produits plus coûteux et les groupes aisés achètent des produits plus élaborés. Les industries agroalimentaires et la grande distribution s'adaptent à un marché de l'alimentation de plus en plus segmenté.

Le **scénario « nordique »** est celui où les dépenses alimentaires globales progressent le plus ; la croissance économique est importante et des politiques fortement redistributives sont à l'œuvre. Les groupes à revenu modeste « tirent » le marché alimentaire. Les préoccupations nutritionnelles sont prises en compte par l'Etat qui joue un rôle volontariste facilité par la croissance économique : les produits de la mer, la volaille, les fruits et légumes sont plébiscités, sous forme brute ou transformée, au détriment des matières grasses et des féculents.

Le site